



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K. Marx)



Aussi dans ce numéro

Avec ou sans gouvernement, la lutte continue !p.2	Cuba : La mort d'Orlando Zapata Tamayo et les libertésp.7
Afghanistan : La CGSP-Défense complice.....p.3	Haïti : Visite de solidarité de Conlutas.....p.10
UCL : Elections sur fond de marchandisation de l'enseignement supérieurp.4	Brésil : Vers une nouvelle centrale syndicale de classe et socialistep.12

Avec ou sans gouvernement, la lutte continue !

En pleine discussion sur BHV, la FEB et les directions syndicales nous ont répété qu'il était irresponsable de nous laisser sans gouvernement alors que la crise économique n'était pas encore résolue (sauf pour les banques) et que la Belgique était sur le point d'avoir l'« honneur » de présider l'Europe. Mais finalement on a dit au roi des belges de donner à Leterme son C4. C'est grave, docteur ?

Est-ce que, sans gouvernement, les troupes belges vont devoir cesser de faire la guerre en Afghanistan ? Nous ne le croyons pas. D'ailleurs, personne ne se demande si l'armée doit être flamande ou francophone.

Fin mars, le gouvernement a conclu qu'il y avait un peu plus d'argent dans la caisse que prévu. Bien sûr, sans gouvernement, ces quelques 60 millions n'iront pas aux écoles qui en ont besoin, mais c'était de toute façon loin de ses intentions. Il a été décidé que cette manne sera utilisée pour mettre plus de flics dans les rues, pour mettre des militaires pour des tâches

de garde de lieux publics, pour mieux contrôler les chômeurs, pour payer aux Pays-Bas le soin de s'occuper des prisonniers belges, à raison de 3500 euros par mois et par prisonnier. De plus nous vivons un réel matriquage systématique dans les médias pour nous convaincre que le grand problème des travailleurs est la sécurité en rue, et qu'il faut davantage de flics pour y remédier.

Sans gouvernement, les directions syndicales craignent de ne plus avoir d'interlocuteur pour intervenir dans les conflits sociaux. Mais jamais le gouvernement est-il intervenu en faveur des travailleurs ? Nous ne pensons pas que BHV trouble le sommeil de la caissière de Carrefour qui voit son emploi menacé, que ce soit à Gand, à Namur ou à Auderghem. Et avec ou sans gouvernement, elle voit bien que la bourgeoisie, au Nord comme au Sud du pays, veut faire payer la crise aux travailleurs.

Une crise communautaire, une crise gouvernementale,

cela n'arrête pas la lutte des classes. Au contraire, si la « crise » qui touche la Grèce est dans tous les journaux et empêche Angela Merkel de dormir, c'est bien parce qu'en Grèce, les travailleurs ne se laissent pas intimider, qu'ils ne veulent rien avoir à faire avec le FMI, et qu'ils continuent la lutte pour ne pas avoir à payer la crise des capitalistes.

Chez nous aussi, plus que jamais, avec ou sans gouvernement, nous devons suivre l'exemple d'InBev, de Techspace, des luttes qui se mènent dans différentes entreprises, et nous devons exiger des directions syndicales de les coordonner dans un grand plan de lutte nationale, au lieu d'implorer le secours d'un gouvernement qui, de toute façon, sert les intérêts des patrons, quand bien même serait-il en affaires courantes.

Le communautaire, ce n'est pas notre affaire.

Organisons la lutte nationale contre les patrons et les gouvernements !



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre de

1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Techspace Aero : Une victoire pour les prépensions

Le 12 mars dernier, les quelques 500 ouvriers de Techspace Aero (une usine de haute technologie de transport aérien, qui emploie 1400 salariés) décident en Assemblée Générale de partir en grève. Ils savent que l'entreprise a fait 18 millions de bénéfice en 2009 – 50% de plus qu'en 2008 – et que les actionnaires ont reçu 9 millions. Etant donné qu'ils avaient collaboré à ce profit par leur travail, les ouvriers réclamaient aussi leur rétribution, comme l'ont eu les cadres et les employés. Soit dit en passant, ces derniers ont témoigné à leur manière leur solidarité avec cette lutte : lorsque les huissiers, accompagnés de la police, essayèrent d'obliger les ouvriers à laisser la voie d'entrée libre, seuls quelques 200 des 900 cadres et employés ont voulu braver le piquet de grève.

Une autre revendication concernait la prépension, un thème mis d'actualité dans la politique des gouvernements et des patrons européens de « faire travailler les gens plus longtemps ». Dans le cadre des négociations de la Convention Collective de Travail, la direction voulait augmenter l'âge de la prépension de 58 à 60 ans, ou bien diminuer la contribution patronale à la prépension de ceux qui partent à 58

ans. Cette conquête de la prépension à 58 ans avait déjà été rabetée par le Pacte des générations en 2005, qui exige maintenant 35 ans de carrière au lieu de 25 ans avant. La direction de Techspace voulait revoir ce droit avec l'argument que cela lui coûtait la somme « non disponible » de 100 000 EUR par prépensionné. Face à cela, le mot d'ordre central des ouvriers était : « **La prépension à 58 ans - du boulot pour nos jeunes** ».

Au moment même où les huissiers se présentaient au piquet, le ministre « socialiste » des pensions Michel Daerden, suivi du député « socialiste » Yvan Mayeur, déclarait : « *Il faudra sans doute revoir le système des prépensions et faire en sorte que les gens aient des carrières plus longues.* »¹ Il ne s'agit pas, bien sûr, d'interdire aux patrons de licencier à partir d'un certain âge. Il s'agit plutôt de réduire les dépenses des fonds de pension et de la sécurité sociale en retardant le plus possible le moment où le travailleur cesse de contribuer et commence à recevoir, c'est-à-dire en maintenant le travailleur disponible sur le marché du travail le plus longtemps possible, alors même qu'aucun patron ne veut lui offrir un job.

Sur ce point, les travailleurs ont obtenu une grande victoire. Après 17 jours de grève, un combat maintenu en front commun FGTB-CSC et avec Assemblée Générale tous les jours au piquet, un combat qui a gagné la solidarité d'autres usines, ils ont pu briser le tabou, la politique de Daerden, du gouvernement et des partis au pouvoir. C'est un exemple pour toute la classe ouvrière. La prépension à 58 ans est restée inscrite dans la nouvelle Convention Collective de Travail. De plus, ils ont obtenu une stabilité dans l'emploi pour trois ans et l'embauche de 37 jeunes avec CDI dans les trois prochaines années. Et bien sûr, une participation aux bénéfices a été concédée à partir de 2011 pour les ouvriers, comme pour les cadres et les employés.

Place aux jeunes, non au relèvement de l'âge de la prépension ! Comme chez InBev, ceux de Techspace nous prouvent qu'il est possible d'obtenir des victoires dans ce contexte de crise et de pression patronale accrue. Une grève déterminée, la solidarité de classe et l'unité dans la lutte peuvent faire plier les patrons et garantir nos droits !

¹ Le Soir, 26/3/2010

Afghanistan : La CGSP-Défense complice



Début avril, 6 démineurs belges dans un convoi avec des Allemands se sont retrouvés dans une embuscade et ont dû ouvrir le feu. Ce qui est inédit est la source de cette information : un des démineurs, via internet. Le ministre de la défense nous dit que celle-ci a simplement été plus vite que l'information officielle via la hiérarchie militaire et la Commission spéciale...

Une chose est sûr : on ne nous dit pas tout sur cette guerre. Rudy Smits du syndicat socialiste déclare que « *Nos militaires sont presque chaque semaine pris sous le feu.* » Et un démineur revenu récemment en Belgique dénonce : « *J'ai été trois fois pris sous le feu, mais à ce propos, aucun mot.* »¹

D'autre part, suite à cet incident, Patrick Descy, secrétaire permanent francophone de la CGSP-Défense fait la déclaration suivante : « *Ce qu'il faudrait, c'est augmenter la protection de force déployée autour de ces démineurs, à l'instar de ce qui a été réalisé au Liban. Mais puisqu'on "dégraisse" à l'intérieur de l'armée belge, nous disposons de moins en moins de paras pour ce faire. Par ailleurs, si nous ne sommes pas opposés aux déploiements*

à l'étranger et en Afghanistan, nous remarquons que le gouvernement envoie toujours le strict minimum, pour plaire à l'Otan. Déployons-nous, mais faisons-le correctement, professionnellement. »¹

Nous dénonçons catégoriquement cette position qui ne se préoccupe que de la sécurité de ses compatriotes, sans remettre en cause l'occupation de l'Afghanistan. A l'instar de la plate forme syndicale aux Etats-Unis « U.S. Labor Against the War » (USLAW)², nous appelons toutes les organisations progressistes et en particulier syndicales à s'organiser et manifester pour le retrait immédiat des troupes.

¹ Le Soir, 09/04/10

² www.uslaboragainstarwar.org

Belgian go home !



UCL : Elections sur fond de marchandisation de l'enseignement

Le Processus de Bologne est en marche. A l'heure actuelle, pour les universités catholiques de la Communauté française de Belgique, cela signifie d'abord réagir au libre-marché international en fusionnant entre elles : les actuelles UCL (Université Catholique de Louvain), FUNDP (Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix), FUSL (Facultés universitaires Saint-Louis) et FUCAM (Facultés universitaires catholiques de Mons) disparaîtront au profit de l'« UCLouvain ».¹

C'est dans ce cadre qu'ont eu lieu les élections étudiantes à l'UCL, du 26 au 31 mars. Il s'agissait d'élire les étudiants qui siègeraient au Conseil de l'Assemblée Générale des Etudiants (AGL) ainsi qu'aux Conseils de faculté. Quatre listes se sont présentées : *Tous Ensemble* (49 % des voix), *Ades* (41 %), *Tous pour Woluwé* (3,2 %) et *RéCLaME* (1 %). Le taux de participation aux élections a été de 33 %.

Menées toutes deux par des membres de la délégation étudiante sortante, il était impossible de distinguer la liste *Tous Ensemble* de la liste *Ades* sur base de leur programme affiché. Toutes deux acceptent la fusion et sa négociation, se voulant parfois même « *participative et proactive* », acceptent l'examen d'entrée en médecine comme « *solution pragmatique* » au blocage du fédéral et au sous-financement ; et choisissent de ne pas se prononcer en faveur de la gratuité de l'enseignement, question considérée comme « utopiste » ou « faux débat ». Toutes deux tirent un bilan positif de l'action de l'AGL en 2009-2010, laquelle n'a pourtant jamais convoqué d'assemblée générale, regrettant seulement son manque de « communication envers les étudiants ». Par ailleurs, aucunes d'elles ne présentaient d'analyse du processus européen de marchandisation du savoir et de privatisation de l'enseignement public, alors que c'est pourtant de

cette politique structurée par le Traité de Lisbonne et par la Réforme de Bologne (son application à l'éducation supérieure) que provient les fusions d'institutions, l'augmentation du coût des études, la suppression massive de cours, la baisse de l'encadrement, l'accroissement du financement privé et du contrôle sur certaines formations et recherche, la pédagogie comme acquisition de compétence professionnelle

»). Grâce à la diffusion de cette feuille d'information militante et des autres documents de campagne (interview, programme), un espace de discussion sur les réformes en cours à l'université a pu être ouvert avec les étudiants et les candidats des autres listes, tout en posant dans le même temps la nécessité d'impulser en profondeur l'engagement de tous les étudiants à la vie de l'université, par l'organisation de la démocratie de base, pour faire face à ces réformes.

En outre, conscient que la problématique étudiante ne peut être résolue, ni même sérieusement étudiée en dehors du cadre général des luttes en Belgique et dans le monde, le comité a organisé un débat sur la privatisation de l'enseignement supérieur, de la SNCB et de La Poste, avec la participation de travailleurs de ces secteurs, de manière à soutenir l'unification des luttes comme seule chance d'obtenir des victoires contre la politique globale de destruction des services publics.

Toutefois, lors de ces élections comme dans les luttes, nous déplorons la dispersion des militants et des organisations de gauche. Pour mettre la droite en échec, nous devons proposer une alternative politique claire au mouvement étudiant. Nous pensons qu'il faut promouvoir un mouvement de lutte indépendant et démocratique,

réunissant des activistes d'appartenances politiques diverses, aux côtés des travailleurs, non seulement contre les effets de la rentabilisation du savoir sur les conditions d'étude et de travail, mais aussi plus généralement contre les conséquences de la crise sur la jeunesse et contre tous les aspects de l'exploitation capitaliste du monde, de la Belgique jusqu'en Haïti.

Costa Rica

Etudiants et travailleurs unis dans la lutte

Le 12 avril dernier, 70 policiers de l'Organisation d'Investigation Judiciaire (OIJ), lourdement armés, ont envahi le Campus de l'Université de Costa Rica. Plusieurs étudiants et travailleurs ont été blessés, certains ont même dû être hospitalisés. Le prétexte était futile, mais la raison était d'essayer de museler les organisations estudiantines SINDEU et FEUCR, qui non seulement menaient une campagne pour l'augmentation du budget de l'éducation et en défense des services publics, contre un projet de loi qui y réduisait les salaires, mais qui s'étaient aussi solidarisées avec la lutte des travailleurs du port de Limón. Le gouvernement venait d'intervenir dans le syndicat de ces derniers, SINTRAJAP, et d'imposer par un putsch une direction de marionnettes, afin de faciliter la privatisation des quais d'embarquement.

La réponse ne s'est pas faite attendre. Le 17 avril, une rencontre syndicale, estudiantine et populaire, convoquée dans un amphithéâtre de l'université par le syndicat des dockers et par l'organisation des étudiants, a défini un cahier de revendications commun, ainsi qu'un plan de lutte unifié, contre la violence policière, en défense des services publics et pour la réintégration de la direction légitime des travailleurs à SINTRAJAP.

L'unité des travailleurs et des étudiants de Costa Rica nous montre le chemin à suivre dans la lutte contre les patrons et contre le gouvernement

au détriment du savoir libre et critique, les coupes dans les budgets sociaux, etc.

Tout cela a motivé le *Comité des Etudiants et Travailleurs de l'UCL contre le Processus de Bologne*, un groupe de militants de différentes tendances politiques voulant résister aux attaques du patronat et du gouvernement contre l'enseignement public, à présenter une liste propre pour ces élections sous le nom de sa publication RéCLaME (« Résistance Contre la Marchandisation de l'Enseignement

¹ Voir Presse Internationale n°72, janvier 2010

² Les interviews des têtes de liste ont été publiés dans La Savate, le journal de l'AGL, de mars 2010.



Tout notre soutien à la lutte du peuple palestinien ! Pour la fin de l'Etat d'Israël !

Voici des extraits d'une Déclaration de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale. Le texte complet est disponible sur notre site, www.lct-cwb.be

Le 17 mars dernier, des milliers d'habitants arabes palestiniens de Jérusalem Est (territoire qui se trouve sous la juridiction directe de l'Etat d'Israël) sont descendus dans la rue pour protester contre diverses mesures du gouvernement du premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, dans une « Journée de la Colère ». Les jours suivants, les protestations ont continué en plusieurs endroits de la Cisjordanie, comme à Hébron, avec de nouvelles confrontations entre Palestiniens et troupes d'occupation. [...]

Il y a deux mesures du gouvernement de Netanyahu qui ont provoqué la colère des Palestiniens. La première est la construction d'une synagogue dans la dénommée « Esplanade des Mosquées », la région de Jérusalem Est avec une tradition sacrée importante pour les Arabes. Cette construction, en plus de mettre en danger ces mosquées, est accompagnée de restrictions d'accès des Arabes à ces dernières.

La seconde mesure est la continuation de l'installation de colons juifs et de la construction de logements pour ceux-ci, tant dans les quartiers arabes de Jérusalem qu'aux alentours, consolidant ainsi l'encerclement qui isole de plus en plus cette ville de la Cisjordanie.

Ces événements représentent un fait nouveau. Durant les dernières années, les attaques israéliennes - un véritable génocide et un cordon de la faim - et la réponse du peuple palestinien s'étaient concentrées majoritairement dans la Bande de Gaza, située à l'ouest de la Palestine, sur la Mer méditerranéenne. Maintenant, le centre de la lutte s'est transféré à Jérusalem Est et en Cisjordanie, dans le secteur oriental. La Cisjordanie est contrôlée par le gouvernement marionnette de l'ANP, dont la « police palestinienne » a réprimé les protestations, comme celles qui eurent lieu contre le Mur de la Honte, construit par les gouvernements israéliens, ou en appui à Gaza contre le génocide perpétré par Israël à la fin de 2009.

Malgré la crise et l'usure de l'Administration nationale palestinienne, la stratégie de l'impérialisme est toujours celle des « deux Etats ».

Ce n'est pas par hasard qu'il en est ainsi. Les événements de Jérusalem montrent les conséquences de la politique des « accords d'Oslo », signés en 1993 par le gouvernement israélien et la direction palestinienne d'Al Fatah (dirigé par Yasser Arafat), et approuvés par le gouvernement des Etats-Unis dont le président était alors Bill Clinton. En échange de la reconnaissance de l'Etat d'Israël et de l'abandon de la lutte contre celui-ci, Al Fatah a obtenu la formation de l'ANP dans la Bande de Gaza et en Cisjordanie. [...]

A partir de son contrôle de l'ANP, Al Fatah a cessé d'être le courant qui exprimait majoritairement la lutte du



peuple palestinien contre Israël. Sa direction et ses principaux cadres sont devenus une bourgeoisie corrompue qui vit du pillage des fonds de l'ANP. Pire encore, ils sont devenus des agents d'Israël et de l'impérialisme, et leurs complices dans la répression du peuple palestinien, par le biais de la police de l'ANP. [...]

Cette réalité a provoqué une usure profonde dans la relation d'Al Fatah avec le peuple palestinien, une usure devenue manifeste lors de sa défaite face au Hamas dans les élections de l'ANP, en 2006. [...]

Les heurts entre Obama et Netanyahu ont lieu dans le cadre d'un accord stratégique entre les Etats-Unis et Israël

La presse mondiale a beaucoup souligné les heurts entre le gouvernement de Barack Obama et la politique du gouvernement de Netanyahu. Ces heurts existent évidemment, mais il faut voir pourquoi ils ont lieu et, fondamentalement, quelles en sont les limites : Il ne s'agit pas d'une rupture entre les Etats-Unis et Israël, mais de chocs « tactiques » face aux réalités auxquelles chacun de ces gouvernements doit faire face.

L'Etat d'Israël a été créé par l'impérialisme, en 1948, comme une « enclave coloniale militaire », une espèce de grande base armée contre le monde arabo-musulman et ses luttes. Sa création a, d'une part, usurpé le territoire historique du peuple palestinien (en l'expulsant violemment d'une partie de ce territoire), et a, d'autre part, donné naissance à un Etat d'idéologie et de législation raciste, semblable à celui des nazis ou de l'apartheid sud-africain. [...]

Pourquoi alors les heurts ? Le gouvernement d'Obama doit faire face à une situation dérivée de la défaite militaire de l'occupation de l'Iraq et le cours de plus en plus défavorable de la guerre en Afghanistan, qui ont marqué la défaite du projet de Bush du « nouveau siècle américain ». C'est pourquoi il cherche, à travers des accords et des négociations, à désactiver les différents « points chauds » de cette situation mondiale. [...]

Evidemment, la politique de l'impérialisme est d'agir par le biais de ses agents (Mahmud Abbas et Al Fatah) et non à travers le Hamas. Mais pour cela, en plus d'attaquer le Hamas, il faut que le gouvernement israélien fasse quelques concessions à l'ANP pour maintenir la négociation « en activité ». Or, le gouvernement de Netanyahu fait tout le contraire et, de cette façon, ne fait qu'aggraver les tensions. [...]

C'est dans ce sens que s'est manifestée la secrétaire d'Etat, Hillary Clinton : « Nos objectifs sont toujours les mêmes. Il s'agit de relancer les négociations entre les Israéliens et les



Palestiniens sur une piste de recherche qui mènera à une solution de deux Etats. Rien n'est arrivé qui affecte de l'une ou l'autre façon notre compromis pour donner suite à cela. » [...]

Les raisons de Netanyahu

Pour sa part, la politique du gouvernement de Netanyahu obéit à deux raisons combinées. D'abord, par son caractère même d'« envahisseur colonial », Israël a besoin d'écraser totalement les Palestiniens. [...]

Deuxièmement, Israël ne peut accepter, sous aucun prétexte, qu'il y ait un pays arabe ou musulman qui possède un armement qui puisse le défier, comme cela pourrait être le cas de l'Iran s'il développe son énergie nucléaire. Finalement, ce qui justifie l'existence d'Israël comme « bastion d'Occident », c'est-à-dire de l'impérialisme, c'est sa capacité d'intervention militaire. Israël calcule donc que ses alliés impérialistes finiront par accepter, comme ils l'ont toujours fait, ses initiatives génocides et ses provocations. [...]

L'image de « supériorité et d'invincibilité militaire » d'Israël a reçu un coup très dur quand elle a été remise en question par la défaite militaire au Liban, en 2006, et par le fait de ne pas être parvenu à soumettre la Bande de Gaza. [...]

Le gouvernement de Netanyahu a abandonné toute tentative de maquillage « démocratiques » ou « de gauche », et ses membres [...] exposent sans retenue leur racisme de style nazi ou le projet d'expulser les plus de cinq millions de palestiniens de Jérusalem, de Gaza et de la Cisjordanie pour construire le Grand Israël sur tout le territoire historique de la Palestine.

Toutefois, ce n'est pas cela l'objectif immédiat de la politique de Netanyahu. Ce qu'il cherche, [...] c'est de retarder la reprise des négociations de type Oslo pour présenter, avant qu'on recommence, des faits accomplis qui fassent accepter par les Palestiniens le renoncement à leur lutte historique. Et, pendant ce temps, il tente d'avancer autant que possible sur le territoire de l'ANP [...] pour que, même si Israël est obligé d'accepter la création d'un « Etat palestinien », celui-ci ne soit pas plus qu'une poignée de villages et de villes totalement dépendantes économiquement et militairement d'Israël et dont l'administration,

même si elle a formellement le nom d'« Etat indépendant », soit sous son total contrôle.,

Mais en appliquant cette politique, comme nous l'avons déjà vu, Israël aggrave les confrontations dans la région et entre en contradiction avec la politique qu'Obama essaye d'appliquer, en même temps qu'il approfondit son usure par l'impossibilité de mettre en oeuvre sa politique, ce qui produit la crise que nous voyons aujourd'hui. [...]

Plus que jamais, il faut soutenir la lutte des Palestiniens

C'est dans ce cadre que surgissent les conditions pour une « troisième Intifada ». Mais celle-ci ne sera pas comme les précédentes, tournée seulement contre Israël, mais aussi contre l'ANP et ses autorités. Les faits de Jérusalem Est indiquent cette possibilité. Aujourd'hui, la politique de plus en plus dure du gouvernement de Benjamin Netanyahu fait que Mahmud Abbas, Al Fatah et ses alliés ne peuvent même pas offrir au peuple palestinien une concession formelle minimale qui justifie l'acceptation de l'ANP.

Le Hamas, pour sa part, a non seulement soutenu les protestations récentes mais a été parmi ceux qui ont appelé au Jour de la Colère. Dans les jours suivants, les masses sont descendues dans la rue spontanément, sans qu'il y ait un appel du Hamas. [...] D'autre part, le Hamas maintient l'appel à Abbas et à Al Fatah (les agents de l'Etat d'Israël et de l'impérialisme en Palestine !) pour former un gouvernement d'« unité nationale ». Ce type d'« unité nationale » avec les collaborateurs de l'occupation servirait seulement à tromper les combattants et à préparer le bradage final de la cause palestinienne.

Quant à nous, depuis la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale (LIT-QI) nous réaffirmons notre appui inconditionnel à la lutte du peuple palestinien et nous répudions ces nouvelles attaques et la répression du gouvernement de Netanyahu.

En même temps, nous signalons qu'il est nécessaire de tirer les conclusions de tout ce qui est arrivé ces dernières années. D'abord, la politique dérivée des accords d'Oslo est devenue un piège contre la lutte du peuple palestinien, par le caractère d'« administration coloniale » qu'a eu l'ANP.

Deuxièmement, même si un mini-Etat palestinien est créé, celui-ci n'aura aucune possibilité d'existence réelle mais sera condamné à vivre sous les bottes d'Israël, comme une administration coloniale chargée de contrôler son peuple.

Ceci signifie qu'il n'y aura aucune véritable solution sans la destruction de l'Etat nazi d'Israël (véritable cause des conflits dans la région) et la construction d'un Etat palestinien unique, laïque, démocratique et non-raciste, où les Palestiniens expulsés puissent retourner à leurs terres et dans lequel les Juifs qui acceptent les droits des Palestiniens à la terre puissent coexister en paix s'ils le veulent.

Cette tâche pose la nécessité d'une Troisième Intifada pour mettre en échec Israël. Dans cette lutte, il ne peut y avoir aucune unité avec les agents du sionisme et de l'impérialisme dans le peuple palestinien, comme Mahmud Abbas et l'ANP. [...] Il faut une lutte d'ensemble des peuples arabes et musulmans, qui sont encore profondément solidaires avec les Palestiniens, comme l'ont montré les mobilisations à Beyrouth (Liban) et Istanbul (Turquie). Et pour que cette lutte triomphe, il est fondamental qu'elle soit assumée par les masses des travailleurs du monde entier, qui se mobilisent internationalement jusqu'à mettre en échec cet Etat raciste et génocide, qui fait honte à l'humanité.

C'est pourquoi, nous appelons à mener une grande campagne de solidarité avec le peuple palestinien, comme cela a été le cas lors du génocide perpétré contre Gaza. Il faut mettre en marche les travailleurs et les peuples et étendre le boycott commercial contre Israël à toute la planète (ne plus recevoir des produits de cette origine ni en acheminer vers cette destination), en suivant l'exemple de ce qu'ont fait les dockers australiens, sud-africains et d'autres syndicats lors du siège à Gaza. Il faut exiger des gouvernements la rupture immédiate de relations diplomatiques et commerciales avec l'Etat nazi d'Israël. Il faut maintenir sans répit la mobilisation dans la rue pour la libération du peuple palestinien.

São Paulo, le 21 mars 2010
Ligue Internationale des travailleurs
Quatrième Internationale





Nous publions ici la traduction du n° 157 (mars 2010) de Correo Internacional, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale.

Face à la mort d'Orlando Zapata Tamayo et les libertés à Cuba

La mort du prisonnier cubain Orlando Zapata Tamayo, après une longue grève de la faim, a provoqué une vaste polémique internationale. En fait, les circonstances du cas et sa répercussion internationale ont mis le doigt sur la façon de procéder du gouvernement cubain et sur la question, pour les organisations de gauche, de l'attitude à prendre en pareille circonstance. Beaucoup plus profondément, le débat nous mène à la question de ce qu'est actuellement l'Etat cubain, comme contexte général dans lequel il faut analyser le cas et prendre position.

Qui était Orlando Zapata Tamayo ?

La majorité des organisations de gauche se sont engagées dans une défense à outrance du gouvernement cubain dénonçant la répercussion médiatique de l'événement comme une nouvelle campagne impérialiste contre ce qu'ils considèrent comme « le dernier bastion du socialisme ».

Le premier argument en ce sens est qu'il ne s'agissait pas d'un « prisonnier politique » mais d'un délinquant antisocial marginal, qui a profité de sa condition de prisonnier pour se présenter comme « dissident » et a commencé à être utilisé par les médias impérialistes. Mais cette accusation falsifie la réalité de façon grossière. C'est pourquoi, il est nécessaire de voir comment fonctionne le système pénal cubain et qui était réellement Orlando Zapata. En effet, c'est à partir de cette question que l'on peut commencer à comprendre la réalité de ce qui est arrivé.

Les organes officiels de Cuba, et ceux qui soutiennent leur politique, essaient de présenter Zapata Tamayo comme un « prisonnier de droit commun », en alléguant qu'il a été arrêté

plusieurs fois durant les années 90, accusé d'infractions telles qu'« escroquerie », « désordre public » et « agressions ». C'est sur la base de cette fiche judiciaire et policière que les organes du Parti Communiste cubain le caractérisent comme « délinquant ».

Le système judiciaire cubain est complètement vicié, pour les raisons que nous verrons plus loin. Mais supposons que Zapata Tamayo ait commis

Que signifie pour Granma « récidiver » ?

Un prisonnier de conscience

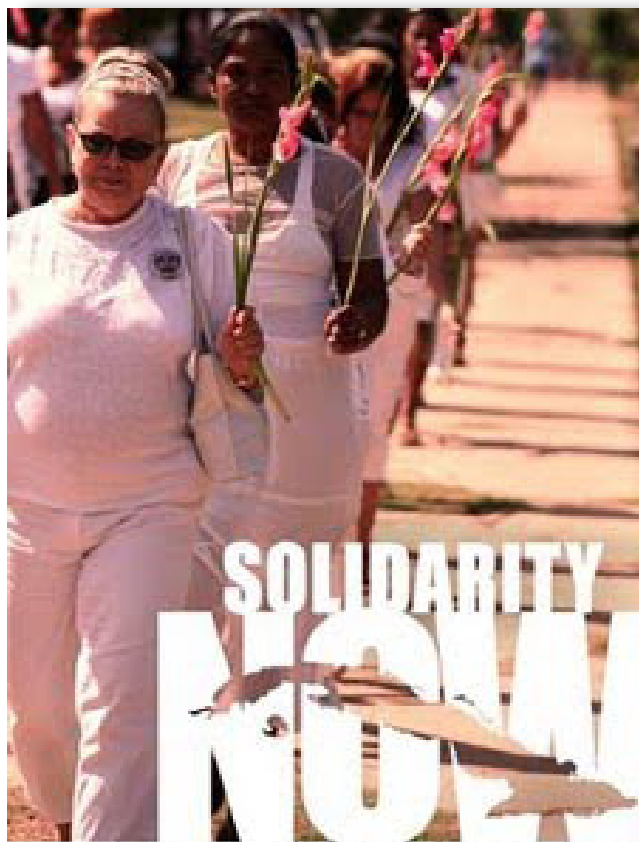
La dernière détention a eu lieu parce que, avec d'autres personnes, il faisait une grève de la faim dans une maison, grève organisée par l'Assemblée pour Promouvoir la Société Civile. Par la suite, il est jugé et condamné pour « insolence, désordre public et désobéissance envers l'Etat », ce qui lui vaut une longue peine. Depuis lors, il a réalisé diverses protestations pour exiger sa liberté (et, en passant, de meilleures conditions de détention), qui ont abouti à la grève de la faim qui a mené à sa mort.

La Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de Réconciliation Nationale (CCDHRN), dirigée par l'avocat et dissident politique Elizardo Sánchez, le revendiquait comme prisonnier politique, et depuis 2004, Amnesty International le reconnaissait comme « prisonnier de conscience » (c'est-à-dire, pour ses convictions et non pour des infractions communes), exigeant sa liberté.

Il est très probable qu'Orlando Zapata (ou l'organisation à laquelle il était lié) ait des positions pro-capitalistes. Nous ne revendiquons en rien ses positions politiques ni ses idées. Toutefois, il n'a pas été

arrêté parce qu'il était pour la restauration du capitalisme, mais parce qu'il réclamait des libertés démocratiques dans le pays. La confrontation réelle qui a eu lieu entre lui et le gouvernement cubain, confrontation qui l'a mené à la mort, a été que le régime politique n'accepte pas qu'on entreprenne des activités contre lui.

Il faut se demander ce qui c'est passé à Cuba au cours des dernières décennies, pour qu'un travailleur spécialisé, comme l'était Orlando Zapata dans les années 80, soit condamné à de



ces infractions pour lesquelles il a été arrêté dans les années 90. Ces mêmes organes officiels « oublient » toutefois le fait qu'en décembre 2002, il a été arrêté, non pour une quelconque de ces infractions, mais pour être devenu un adversaire du régime. Granma, le journal officiel du Parti Communiste cubain, dit qu'il a été libéré sous caution le 9 mars le 2003 et que, toujours selon ce quotidien, « il aurait récidivé le 20 du même mois ». Quelle est la raison de cette dernière détention ?

longues années de prison, uniquement parce qu'il protestait contre le régime. Deuxièmement, il faut se demander pourquoi le gouvernement cubain a préféré le laisser mourir, plutôt que de faire une concession quelconque à un prisonnier de conscience, afin qu'il ne serve pas de « mauvais exemple ».

Une attitude qui indigné

Les circonstances de sa mort, et l'attitude du gouvernement de Raúl Castro consistant à nier toute responsabilité, indignent ceux qui ont combattu et combattent contre les persécutions des militants de gauche et qui, dans les prisons des dictatures ou des pays impérialistes, ont dû souvent recourir à ce type de mesures.

Les indignent aussi, les déclarations de Lula, président du Brésil, qui s'est mis à défendre la répression de l'Etat cubain et a attaqué ceux qui font la grève de faim, en les comparant avec des « bandits brésiliens ». Lula « oublie » l'expérience elle-même de la lutte du peuple brésilien contre la dictature militaire et les nombreuses occasions dans lesquelles, à cette époque, les prisonniers politiques ont utilisé ce même outil, y compris quand c'était lui qui était en prison.

C'est d'autant plus grave alors qu'actuellement, l'impérialisme et les gouvernements capitalistes utilisent les accusations de « criminels » ou de « bandits » contre les luttes sociales, comme les occupations de terre, et attaquent les militants ouvriers, paysans ou indigènes qui combattent contre la grande propriété et le pillage des entreprises multinationales. En s'identifiant avec ces définitions à Cuba, Lula fait un joli cadeau à la droite : la possibilité de les utiliser dans le reste des pays du monde.

La révolution cubaine et la restauration

Il est impossible de comprendre la mort d'Orlando Zapata Tamayo sans la placer dans le cadre d'un processus économique et social beaucoup plus profond : la restauration du capitalisme qui a eu lieu à Cuba entre la fin des années 80 et à la moitié des années 90, mise en oeuvre par le régime du Parti Communiste.

Le processus ouvert avec la révolution de 1959, c'est-à-dire l'expropriation des entreprises de l'impérialisme

étasunien et de la bourgeoisie cubaine, tout comme le début d'une économie avec planification centrale, ont fait de Cuba le premier Etat ouvrier du continent latino-américain. La révolution a donné lieu à des avancées immenses dans des secteurs comme l'éducation et la santé et dans l'amélioration générale du niveau de vie de la population. Aussi la pauvreté extrême et la misère ont été éliminées.

Cuba s'est transformé en un symbole de ce que pouvait faire une révolution socialiste, et les dirigeants du processus, Fidel Castro et Che Guevara, ont acquis un immense prestige. Ils sont devenus une référence politique pour des millions de combattants et de révolutionnaires du monde. Toutefois, depuis le tout début de la révolution, la direction castriste s'est constituée comme une bureaucratie dirigeante qui, quelques années plus tard, serait intégrée à l'appareil stalinien mondial, centralisé à partir de la caste dirigeante de ce qu'était l'URSS.

Cette situation politique s'est manifestée dans l'appui de Fidel Castro à l'invasion de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie, en 1968, ou dans son orientation pour le Front Sandiniste de Libération Nationale, en 1979, après que ce dernier avait renversé la dictature de Somoza, de ne pas faire du Nicaragua « un nouveau Cuba » (c'est-à-dire, de ne pas avancer vers la révolution socialiste). A l'intérieur de Cuba, Fidel Castro a empêché l'exercice de la démocratie ouvrière et a poursuivi non seulement les agents des « gusanos » de Miami mais aussi ses adversaires de gauche.

A fin des années 80 et au début des 90, la restauration capitaliste dans l'Est européen et la chute de l'URSS ont signifié un coup dur pour l'économie cubaine, centrée sur l'exportation de sucre et son échange pour du pétrole et de la technologie avec ces pays. Dans ce contexte, la direction castriste a commencé à développer une politique de restauration capitaliste et de démontage des bases de l'Etat ouvrier. Les piliers fondamentaux d'une économie planifiée (le plan central gouvernemental et le monopole du commerce extérieur) n'existent déjà plus et l'économie cubaine fonctionne selon les lois capitalistes du marché.

La restauration a signifié la perte ou la détérioration extrême de la majorité des conquêtes de la révolution et le retour des fléaux qui avaient été éliminés ou réduits au minimum, comme le chômage, la prostitution, la marginalité, la consommation de drogues et la délinquance (des faits reconnus, y compris par la direction cubaine elle-même). Le gouvernement de Raúl Castro continue à attaquer l'une après l'autre les conquêtes qui restaient : les salles à manger populaires, le livret de rationnement, et il réduit les budgets de santé et d'éducation. Les salaires des secteurs ouvriers de base sont misérables, et il n'y a pas de droit de grève ni d'organisation sous une forme indépendante de l'Etat.

Tout comme en Chine, les capitaux étrangers cherchent à profiter des salaires extrêmement bas et des conditions propices pour l'accumulation de capital, afin d'engranger des profits extraordinaires : les investissements impérialistes de l'Europe et du Canada y croissent, de même que ceux de certains secteurs bourgeois du Brésil.

Une dictature capitaliste

Contrairement à ce qui s'est passé dans l'ancienne URSS ou dans les Etats de l'Est de l'Europe, où les responsables du processus de restauration capitaliste (les régimes et les partis stalinien) ont par la suite été renversés par les masses, le processus cubain a suivi le « modèle chinois ». C'est-à-dire, les masses ne sont pas parvenues à renverser les régimes de parti des Partis Communistes, et ces derniers continuent à la tête de l'Etat, maintenant capitaliste (même s'ils continuent à parler de « socialisme » et d'en utiliser les symboles).

La majorité de la gauche a déjà commencé à reconnaître ce qui s'est passé en Chine, mais refuse de faire la même chose avec Cuba, qu'elle revendique comme « le dernier bastion du socialisme ». Il est vrai que la permanence de la direction des frères Castro, la même direction que celle qui a dirigé la révolution, peut mener à confusion. Il est vrai aussi que la reconnaissance de la restauration et de la réalité cubaine actuelle s'avère pénible pour ceux qui, comme nous, ont vu dans la révolution cubaine un grand espoir. Mais ceci ne peut jamais justifier la négation de la réalité et, moins encore,



une politique totalement erronée sur la base de cette négation.

La réalité nous indique qu'aujourd'hui, à Cuba, il y a une combinaison désastreuse pour les travailleurs. D'une part, il y a un système économique capitaliste d'exploitation, le retour aux pires fléaux, et une recolonisation de l'île réalisée par les impérialismes européen et canadien. D'autre part, il y a un régime dictatorial et antidémocratique, devenu partenaire, promoteur et défenseur de la restauration capitaliste et de ses conséquences. En ce sens, le régime cubain est semblable au chinois : les mêmes personnages qui défendaient auparavant leurs privilèges comme bureaucratie, défendent maintenant à tout prix les nouveaux capitalistes et leurs affaires.

C'est une dictature qui empêche la liberté d'expression et réprime tout courant politique qui n'est pas d'accord avec sa ligne (quelle que soit sa position), une dictature qui, selon le rapport de la Commission Cubaine des Droits de l'Homme et de la Réconciliation Nationale (CCDHRN, liée à l'opposition), maintient non moins de 200 prisonniers politiques. Amnesty International, pour sa part, reconnaissait 58 prisonniers politiques

en 2008. Qui plus est, à Cuba, il n'y a pas de processus judiciaire public, les auditions sont à huis clos, et on peut persécuter de manière implacable des travailleurs comme Orlando et les condamner à 30 ans pour le « crime » d'« insolence envers l'autorité ».

C'est une dictature qui craint comme la peste la liberté de manifestation : l'enterrement lui-même d'Orlando a fait l'objet d'un encerclement policier dans la petite ville de Banes, sans aucun respect pour la douleur des amis et de la famille, afin d'éviter qu'il ne se transforme en un événement politique. Il y a eu plus de 60 détentions dans tout le pays pour éviter que les

militants les plus proches de lui soient présents.

Il y a d'autres militants d'opposition qui combattent pour la liberté des prisonniers politiques : un dissident, le journaliste Guillermo Fariñas, est entré en grève de la faim chez lui, pour dénoncer la mort d'Orlando et pour la libération d'autres prisonniers. Encore une fois, la réponse du régime a été de dire qu'il n'assumait aucune responsabilité pour son éventuel décès et de l'accuser d'être un « agent des Etats-Unis ».

Un programme de libertés démocratiques

A l'époque où Cuba était un Etat ouvrier bureaucratique, il y avait déjà un débat intense sur ce pays dans la gauche. Pour la majorité des organisations, la défense de la révolution impli-



quait aussi l'appui inconditionnel à la direction castriste et son régime. Pour le courant qui constitue aujourd'hui la LIT-QI, il était nécessaire pour défendre ces conquêtes (tout comme en ex-URSS ou en Chine), de faire une révolution politique qui renverse la bureaucratie et impose un véritable régime de démocratie ouvrière. Car si le régime de la bureaucratie castriste restait en place, il finirait par restaurer le capitalisme. C'est ce qui s'est passé.

A ce moment-là, nous ne défendions pas les libertés pour les bourgeois ou les petit-bourgeois qui cherchaient à restaurer le capitalisme. Nous exigeons la démocratie ouvrière mais nous n'étions pas pour donner des libertés aux fractions politiques qui voulaient le retour de l'impérialisme

ou qui conspiraient pour renverser l'Etat ouvrier, comme les « gusanos » de Miami.

Mais la réalité a changé : Cuba n'est plus un Etat ouvrier avec un régime bureaucratique, mais un Etat capitaliste régi par une dictature. Aujourd'hui, le centre de notre programme de revendications pour Cuba est la lutte frontale contre la dictature et pour les libertés démocratiques (syndicales, civiles et politiques) les plus vastes.

Tout révolutionnaire qui combat contre le capitalisme et pour le pouvoir pour la classe ouvrière sait qu'il faut différencier les différents régimes d'un Etat capitaliste, comme, par exemple, une dictature bourgeoise d'un régime démocratique-bourgeois. Face aux dictatures bourgeoises, nous combattons pour les libertés pour différents secteurs sociaux.

Par exemple, en Argentine, en 1976-1982, ou au Brésil, en 1964-1984, il y avait des secteurs bourgeois qui s'opposaient aux régimes dictatoriaux. En ces moments, tout militant de gauche s'opposait à ce que ces secteurs soient réprimés par les dictatures. Dans ces situations, nous combattons pour les plus amples libertés démocratiques pour tous les courants d'opposition, y compris bourgeois, pour per-

mettre que le peuple s'organise et se mobilise contre ces régimes.

Cela ne signifiait pas du tout un compromis avec ces courants bourgeois ou pro-impérialistes, comme le radicalisme argentin ou le MDB brésilien, des courants que nous combattions politiquement. Dans ces cas, comme révolutionnaires, nous appelons à une vaste unité d'action, même avec ces secteurs bourgeois, pour combattre les dictatures, mais nous maintenons l'indépendance de classe la plus absolue et nous construisons une alternative qui s'oriente vers le pouvoir ouvrier et la démocratie ouvrière. Cette unité d'action répond au fait que la classe ouvrière a besoin des plus vastes

libertés démocratiques pour avancer dans son organisation.

Dans le cas actuel de Cuba, nous nous trouvons face à une situation semblable, au-delà des apparences et des discours. Comme révolutionnaires, nous devons combattre pour obtenir les libertés démocratiques qui facilitent l'organisation des travailleurs et la lutte pour faire la révolution socialiste (ou peut-être devions-nous dire, dans le cas cubain, « pour refaire »). Pour cela, nous revendiquons aussi de vastes libertés démocratiques, y compris pour les adversaires bourgeois et petit-bourgeois, et nous rejetons la répression contre les dissidents politiques, comme nous le ferions face à tout régime dictatorial bourgeois latino-américain.

C'est pourquoi, notre position dans le cas d'Orlando Zapata Tamayo est que, indépendamment des positions pro-bourgeoises qu'il ait probablement eu, nous devons revendiquer sa liberté, et nous devons combattre pour la liberté des autres prisonniers politiques et de conscience qui réclament des droits humains et civils dans le pays. En même temps, nous condamnons la façon d'agir du gouvernement cubain

dans ce cas et nous le responsabilisons pour leur mort.

Défendre les libertés démocratiques à Cuba est la meilleure façon de présenter une alternative contre les manœuvres de l'impérialisme.

L'impérialisme utilise souvent les campagnes d'exigence de libertés démocratiques pour défendre ses intérêts politiques et économiques. Dans certaines occasions, cela le mène à mettre en question des dictatures. Ainsi, l'ex-président des Etats-Unis, Jimmy Carter, l'a fait, par exemple, avec la dictature argentine dans ses dernières années. Obama essaye de vendre aujourd'hui une image de ce type. Cela signifiait-il que nous devions défendre cette dictature, parce que Carter réclamait des libertés en Argentine ?

La gauche doit arborer, plus que jamais, les drapeaux démocratiques et de défense des droits de l'Homme à Cuba. Dans le cas contraire, ce serait les laisser entre les mains de l'impérialisme et de la droite, qui vont ainsi gagner du prestige auprès des travailleurs et des peuples du monde (et du peuple cubain lui-même) comme

représentants de la « démocratie », et qui vont, comme nous avons déjà vu, l'utiliser à leur service. Si la majorité de la gauche continue à soutenir la dictature cubaine, cela facilite la politique de l'impérialisme d'identifier la gauche et le socialisme avec le manque de démocratie.

La restauration du capitalisme a déjà eu lieu à Cuba, de la main de la direction castriste et au service des impérialismes européen et canadien. Revendiquer la façon d'agir du gouvernement cubain dans le cas d'Orlando Zapata Tamayo (et plus généralement, toute l'action du régime) ne signifie pas aujourd'hui défendre (même à tort) le « dernier bastion du socialisme » mais, au contraire, défendre une dictature capitaliste. Ce serait défendre la dictature, non contre le système capitaliste et l'impérialisme, qui sont déjà de retour dans l'île, mais contre les nécessités des travailleurs et du peuple cubains. L'issue, pour Cuba, est de construire une alternative ouvrière indépendante qui fait face à la dictature castriste et à l'impérialisme et qui combat pour une nouvelle révolution socialiste.

Haïti : Visite de solidarité de Conlutas

Au début du mois d'avril, une délégation de Conlutas, l'organisation syndicale d'opposition au Brésil, s'est rendue en Haïti. Voici un compte rendu de ce voyage, de Zé María, membre de la direction de Conlutas ainsi que de la direction du PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI. Le texte est légèrement raccourci et est disponible en entier sur notre site, www.lct-cwb.be.

La situation des gens

Trois mois après le séisme, la situation des gens en Haïti est indescriptible et inacceptable.

Elle est *indescriptible* parce qu'ils vivent une situation complètement inhumaine. Ils campent dans les rues ou dans la cour de leur propre logement, au milieu des décombres et des égouts, sans repas, sans eau, avec rien du tout. Il n'y a pas la moindre trace, de la part l'Etat, du gouvernement haïtien ou des fameuses troupes d'occupation, qui pourrait montrer ne fut-ce qu'un indice de reconstruction des maisons et du pays. A part quelques rares opérations de distribution d'aliments par l'un ou l'autre contingent de l'ONU, totalement aléatoires, les personnes essayent de survivre avec leurs propres

ressources et avec beaucoup de solidarité entre eux. Ils vivent toujours dans les mêmes conditions dans lesquelles le séisme les a laissés. En outre, maintenant, au mois d'avril, commence l'époque des pluies dans la région de Port-au-Prince.

Elle est *inacceptable*, parce que tout cela met à nu la farce complète de la politique, non seulement du gouvernement haïtien mais aussi des gouvernements brésilien et étasunien qui, avec leurs troupes, disent qu'ils viennent en aide au peuple pour reconstruire le pays. Nous avons parcouru les rues de Port-au-Prince pendant presque une semaine et nous avons rarement vu un soldat. Les gens que nous avons vus en train d'essayer de reconstruire leur maison, ou plutôt, de retirer les

décombres, faisaient cela avec leurs mains nues, sans l'aide d'aucun soldat ! Le seul poste un peu plus visible des troupes de la Minustah est celui installé à l'entrée de la Zone Franche, pour protéger les entreprises qui y sont installées. Qu'en est-il des millions de dollars que le gouvernement brésilien dit avoir donné à Haïti ? Ils sont destinés à la manutention des soldats là-bas et n'arrivent nullement au peuple de Haïti. C'est pareil pour les ressources annoncées par plusieurs gouvernements. Le plan de reconstruction, discuté actuellement à l'ONU, essaye en réalité de décider comment distribuer les ressources qui devraient être dirigés à Haïti, entre les grandes entreprises de construction. Le peuple, lui, ne voit rien de tout cela.



Et il y a un dernier aspect qu'il est important de souligner. On parle beaucoup de la violence et des pillages, pour justifier la présence des troupes. C'est un grand mensonge. Ce que l'on voit dans les rues de Port-au-Prince, c'est une démonstration de solidarité entre les gens, un climat de paix et de tranquillité qui, vu les conditions dans lesquelles ils vivent, devrait être montrée au monde comme exemple de coexistence entre êtres humains. La violence, c'est celle qui est pratiquée contre tout le peuple de Haïti, par la situation imposée par son gouvernement, par le gouvernement brésilien, par celui des Etats-Unis, par les troupes étrangères qui s'y trouvent. [...]

L'activité des troupes de l'ONU, la Minustah

Comme déjà dit, il a été difficile de voir des soldats faisant quelque chose. La distribution d'aliments, quand elle a lieu, se fait de manière irrespectueuse, sans y incorporer les organisations du peuple haïtien lui-même, comme on jette à manger aux animaux. De l'aide à la reconstruction ? Quelle reconstruction ?

En réalité, les troupes sont là parce que le gouvernement haïtien, ainsi que le brésilien et l'étasunien, et les propriétaires des entreprises, savent que le peuple haïtien ne va pas supporter encore longtemps tant de misère, tant d'abus et de manque de respect. Ils savent que le peuple va se soulever à un certain moment et va essayer d'invertir l'état de choses dans lequel se trouve le pays. Ils savent que cette rébellion va heurter directement les intérêts des entreprises qui y sont installées, va faire face aux intérêts géopolitiques des Etats-Unis. Les troupes sont là pour cela, pour protéger les intérêts des capitalistes de Haïti et des étrangers qui y ont des intérêts.

Ce n'est pas par hasard que les troupes ont déjà réprimé les étudiants, et par la suite les travailleurs, quand ceux-ci sont allés se battre pour essayer

d'obliger les entreprises à payer un salaire minimal moins misérable pour leurs salariés. Ce n'est pas par hasard que les troupes ont durement réprimé les travailleurs des entreprises étatiques (les compagnies de télécommunications, les ports, le ramassage d'ordures), licenciés sans forme de procès par le gouvernement de Préval, qui prépare ces entreprises pour la privatisation, c'est-à-dire, pour les brader au capital privé, essentiellement étranger.

Qu'est-ce que le peuple pense de la dénommée « aide humanitaire » ? Que pense-t-il

Le Comité d'Entreprise de UPS de Vallecás (Espagne), a ouvert un compte sur lequel des apports de soutien au peuple haïtien peuvent être versés. L'intégralité des apports est versée à Batay Ouvriye. Voici des extraits d'une lettre du 5 avril que nous avons reçu.

[...] Nous voulons vous informer qu'aujourd'hui, le 5 avril 2010, nous avons envoyé aux camarades [de Batay Ouvriye] l'argent récolté jusqu'à maintenant (4.840,00 €), dans la conviction que cette modeste contribution sera utilisée pour aider ceux qui aujourd'hui vivent toujours dans la précarité la plus absolue, en dépit du temps qui a passé depuis que le séisme a touché Haïti.

Le Comité d'Entreprise veut transmettre les remerciements les plus sincères à tous ceux qui ont contribué avec des dons, [...] et ont ainsi rendu possible un acte de solidarité internationale de classe, tellement nécessaire en ces temps. [...]

Montserrat Cañete Sanz

Secrétaire du Comité d'Entreprise de UPS-Vallecás

Vous pouvez continuer à apporter votre soutien au peuple haïtien à travers Batay Ouvriye en versant vos dons sur le compte de

Comité UPS Vallecás-Trabajadores Haití
IBAN: ES24 2100 4035 8722 0005 3765
BIC: CAIXESBBXXX

de la campagne de solidarité de Conlutas ?

Il y a un mécontentement latent, perceptible chez les gens, avec toute cette histoire. On parle beaucoup d'« aide humanitaire », mais celle-ci n'arrive jamais pour soulager la vie des personnes qui sont dans les campements, qui sont au chômage, qui ont perdu leurs parents et amis, qui ont tout perdu. Il y a un mécontentement de plus en plus grand avec le gouvernement de Préval, dont l'incompétence et le

blocage pour faire face à la situation dépassent toutes les bornes.

Cela ne s'est pas encore transformé en mobilisation, en lutte concrète. Mais c'est la perspective dans le futur. A l'heure actuelle, les efforts se dirigent vers le soutien aux diverses initiatives de lutte, vers la recherche de les unifier dans un même processus, et donc avec davantage de force. Peut-être y aura-t-il une certaine expression de cela lors du prochain Premier Mai.

Pour aider et soutenir ces efforts, Conlutas développe aussi sa campagne de solidarité au Brésil. Nous voulons aider les gens à dépasser les consé-

quences du séisme. Mais nous voulons aussi contribuer avec notre soutien pour que se développent les organisations et la lutte du peuple haïtien, pour qu'il puisse se libérer du pillage économique dans son propre pays par l'action des multinationales et de l'impérialisme.

A l'heure actuelle, l'intensification des dénonciations sur le véritable rôle des troupes de la Minustah et des Etats-Unis prend de l'ampleur, en exigeant leur retrait et leur substitution par des médecins, des infirmiers, des ingénieurs, des machines pour la reconstruction des maisons et du pays. A l'heure actuelle se développent aussi les actions de solidarité avec les luttes qui se mènent en Haïti, comme celle des travailleurs des entreprises étatiques licenciés.

Je pense que c'est précisément par ce rôle accompli par la campagne de solidarité, développée par Conlutas, que les gens là-bas ont manifesté tant de satisfaction. Les gens avec lesquelles nous avons parlé sont sincèrement reconnaissants pour l'effort que nous faisons ici. Et ils espèrent que les liens que nous commençons à construire, se développent et donnent des fruits, dans le sens de la libération de nos peuples de toute forme d'exploitation et d'oppression causées par le capitalisme.



Vers une nouvelle centrale syndicale de classe et socialiste

Un processus est en marche au Brésil pour coordonner l'opposition syndicale à la bureaucratie de la CUT, une Centrale complètement inféodée à l'appareil gouvernemental de Lula.

Conlutas (coordination nationale de luttes - www.conlutas.org.br) est née d'une Rencontre Nationale Syndicale en mars 2004, avec la présence de plus de 1800 dirigeants et militants syndicaux, pour s'opposer à une réforme syndicale mise en oeuvre par le gouvernement et la CUT. En juillet 2008, elle a organisé, ensemble avec la COB bolivienne, Batay Ouvriye de Haïti, CCURA du Venezuela, et d'autres organisations une Rencontre de Travailleurs Latino-Américaine et des Caraïbes (voir PI 61 - sept. 2008). La principale organisation politique active au sein de Conlutas est le PSTU, la section brésilienne de la LIT-QI.

La Intersindical (intersyndicale - www.intersindical.org.br/) a été fondée en juin 2006, d'un courant interne dans la CUT qui s'opposait à une décision du 9ème congrès de la Centrale de soutenir la campagne de réélection de Lula. Elle est soutenue principalement par le P-SOL, une formation politique de gauche née en juin 2004 en rupture avec le PT de Lula.

En novembre 2009, un Séminaire National de Réorganisation, organisé par Conlutas et La Intersindical, ainsi que d'autres organisations, a finalement décidé la convocation d'un Congrès d'Unification pour discuter de la fondation d'une nouvelle centrale. Le congrès aura lieu les 5 et 6 juin prochains.

Pour José Maria de Almeida, membre de l'Exécutif National de Conlutas, « le Congrès peut mener au dépassement de la fragmentation qui caractérise encore la réorganisation dans le camp de la gauche, afin que nous puissions avoir, en 2010, une organisation très supérieure à ce que sont aujourd'hui Conlutas, l'Intersindical, le MTL, le MTST, le MAS et les

autres organisations engagées dans la réorganisation ».

Le vote des délégués tranchera sur les points polémiques

En 2009, les séminaires réalisés conjointement par les entités qui convoquent au Congrès, se sont mis d'accord de façon positive pour la définition d'une stratégie de classe et socialiste pour la nouvelle organisation. Ils se sont aussi mis d'accord pour maintenir les principes de l'indépendance totale vis-à-vis de l'Etat et les gouvernements bourgeois, et l'autonomie face aux partis politiques. Ce sont ces accords politiques et programmatiques qui ont permis la convocation du Congrès d'Unification.

Mais il persiste encore des différences très importantes, qui seront définies par le vote des délégués du mouvement syndical et populaire, ce qui va renforcer la démocratie ouvrière dès la fondation même de la nouvelle organisation.

Le congrès tranchera dans la polémique sur le caractère de la nouvelle organisation. La position largement majoritaire dans Conlutas est la défense du caractère syndical et populaire, avec la participation, avec pouvoir de décision, des mouvements de lutte contre les oppressions et du mouvement étudiant. D'autres secteurs, par contre, comme c'est le cas de l'Intersindical, défendent une centrale avec essentiellement la participation du mouvement syndical, en ouvrant tout au plus un espace au mouvement populaire.

Il sera aussi défini comment va fonctionner la nouvelle organisation, et comment sera formée sa direction. La proposition du PSTU est de présenter au Congrès l'expérience positive qui a été faite dans Conlutas, c'est-à-dire un fonctionnement basé sur la démocratie ouvrière, où ce sont les représentants élus par les entités de base qui participent aux instances de vote et de délibération.

Conlutas réalisera aussi son Congrès

Les 3 et 4 juin prochains, dans les jours qui précèdent le Congrès d'Unification, aura lieu le Congrès National de Conlutas. L'objectif est de faire un grand congrès, avec la participation de délégués de tous les entités et mouvements affiliés, outre l'importante présence d'observateurs de tous les secteurs qui se sont approchés de Conlutas dans les derniers mois, mais qui ne sont pas encore affiliés.

La réalisation d'un grand congrès représentatif de Conlutas sera fondamentale pour renforcer les positions accumulées par Conlutas dans le processus de réorganisation, et renforcera encore davantage la nouvelle centrale qui devra naître du Congrès d'Unification.

Les thèses préliminaires du PSTU

Les militants du PSTU, avec des dirigeants, militants et autres groupements politiques qui construisent Conlutas, sont en train d'examiner, avec les militants et la base des secteurs et des mouvements, leurs propositions politiques et programmatiques qui seront présentées au Congrès d'Unification et au Congrès de Conlutas par le biais de Thèses préliminaires.

Le PSTU veut que ces thèses soient construites de manière collective, avec tous ces militants qui sont en train de construire Conlutas et le Congrès d'Unification. La proposition est d'examiner ces Thèses préliminaires dans tous les mouvements et entités où le parti participe, en incorporant de nouvelles propositions qui apparaissent lors de ces discussions, et en définissant les signatures d'appui aux thèses dans la plupart de ces organisations du mouvement.

Après la rédaction finale des thèses, le PSTU va les publier amplement, afin de porter ces propositions pour les congrès à la base des entités et des mouvements, spécialement dans la préparation des assemblées où aura lieu l'élection des délégués.



INTERSINDICAL
Instrumento de luta, união da classe
e de construção de uma central

